

Views on Development

No. 7, le 2ième Decembre 2013

L'émergence de l'Afrique

De Prof Fulbert Amoussouga Géro et Dr Alastaire Alinsato

Prof. Fulbert Amoussouga Géro est professeur titulaire des Science Economiques à l'Université d'Abomey-Calavi et ministre de la République du Bénin chargé de la Coordination de la mise en œuvre des Politique d'OMD et d'ODD. Il est membre du Panel de Haut Niveau sur l'Agenda de Développement Post-2015. Dr Alastaire Sèna Alinsato est professeur assistant des Science Economique à l'Université d'Abomey-Calavi et Assistant Scientifique du Conseil d'Analyse Economique du Président de la République du Bénin.



In the series „Views on Development“, KfW periodically publishes personal views from renowned development researchers on current development policy topics. The authors bear full responsibility for the contents of their texts. KfW does not necessarily share the views expressed.

Transformation structurelle en route

L'Afrique connaît une croissance économique relativement appréciable ces dernières années. Sur 10 pays ayant connu les plus forts taux de croissance économique entre 2001 et 2010, six sont sub-sahariens (World Bank, 2013). Ces forts taux de croissance cumulés avec la maîtrise de sa croissance démographique et des progrès réalisés dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), ont contribué à opérer des changements sociaux décisifs faisant de l'Afrique un bassin de consommateurs importants. Ces changements consistent entre autres

(i) au relèvement de l'expérience de vie à la naissance moyenne passant de 50 ans en 2002 à environ 54 ans en 2010 toutes choses qui ont fait accroître la proportion des personnes âgées de plus de 65 ans de 3,2% en 2010 à 4,5% en 2030 et créant ainsi un réservoir de consommation potentielle lorsque l'on sait que les personnes les plus âgées sont les plus susceptibles à avoir une grande consommation (AfDB, 2012) ;

(ii) à la progression rapide de l'urbanisation. En 2010 le taux d'urbanisation de l'Afrique est presque égal à celui de la Chine avec 52 villes de plus d'un million d'habitants, elle fait jeu égal avec l'Europe devant l'Inde (48) et l'Amérique du Nord (48), et, derrière la Chine (109) et l'Amérique latine (63) (McKinsey,

2010b). L'impact de l'urbanisation sur la demande en Afrique est sans précédent. Certains symptômes de cet impact transparaissent dans le nombre d'hyper marché dans les grandes villes africaines et dans l'utilisation de la téléphonie mobile. Depuis les années 2000, la connexion au réseau mobile a augmenté de 44% en Afrique comparativement à une moyenne de 34% pour tous les pays en développement et de 10% pour les pays développés faisant de l'Afrique un marché à fort potentiel de consommation des produits TIC sur les prochaines années (Deloitte GSMA, 2012) ;

(iii) au relèvement du revenu par tête moyen passant de 514,91 US\$ en 2000 à 1301,75 US\$ en 2010 soit un taux de progression de près de 152% sur 10 ans et d'environ 9% par an. A juste titre, la Banque de Développement Africaine, estime à environ 313 millions de personne soit 34% de la population africaine dépense \$2.20 par jour soit un taux de progression de plus de 100% sur les vingt dernières années faisant de l'Afrique le continent à la plus forte progression de la classe moyenne dans le monde¹. Selon le McKinsey Global Institute, les dépenses de consommation de l'Afrique vont connaître une forte progression la prochaine décennie en passant de 860 milliards US\$ en 2008 soit 60% du PIB à 1400 milliards US\$ en 2020;

(iv) le relèvement du niveau d'éducation

renforçant le capital humain de l'Afrique. En 1990 le taux de scolarisation des adultes dans toute l'Afrique était de 52% contre 63% en 2008. Ces progrès ont été réalisés à partir de l'augmentation des taux de scolarisation des jeunes de 6% par an sur les vingt (20) dernières années (UNESCO, 2012). Ces statistiques révèlent que la transformation structurelle de l'économie africaine est en marche et que l'Afrique s'inscrit donc définitivement comme un marché d'avenir.

Vers plus de diversification économique

L'attractivité de l'économie africaine est certes encore faible mais connaît une embellie dans cette période de crise globale qui fait d'elle un point de chute préférentiel des capacités de financement. L'attractivité de l'économie africaine a des points d'ancrage réel et potentiel en lien avec les capacités et la dynamique actuelle de l'économie africaine. Sur les ancrages réels, l'Afrique possède 12% des réserves du monde en pétrole, 42% des réserves d'or, 80 à 90% des réserves de chrome et de platine et 60% de terre arable sans oublier les ressources en bois importantes (UNECA, 2013). Cette forte dotation de ressources naturelles de l'Afrique n'est pas nouvelle ; cependant, leur importance actuelle s'inscrit d'une part dans l'expression de plus en plus grande des besoins en ses ressources pour continuer par faire fonctionner l'économie mondiale et d'autre part par la paix et la stabilité retrouvées dans la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne rendant du coup moins risqués et plus rentable l'exploitation de ces ressources en Afrique. Ainsi, la pression sur la demande des ressources et les tensions récurrentes au Moyen Orient ont favorisé la hausse des prix du pétrole qui sont passés de 20 US\$ le baril en 1999 à 110 US\$ en 2012 en passant par 145 US\$ en 2008. Cette hausse du cours aussi bien du pétrole que des autres ressources naturelles ont davantage rendu l'Afrique économiquement attrayante. La croissance du flux des Investissements Directs Etrangers (IDE) est illustrative de cette attractivité de l'Afrique. Le taux de croissance de nouveaux projets d'IDE ont connu une augmentation d'environ 3,2%

¹ <http://www.uhy.com/the-worlds-fastest-growing-middle-class/>
<http://www.afdb.org/en/blogs/afdb-championing-inclusive-growth-across-africa/post/the-african-consumer-market-8901/>

en 2007 à 5,6% en 2012. Aussi, les investisseurs africains commencent-ils par contribuer de manière significative au flux d'IDE en direction des pays africains. Ainsi en 2012, les investisseurs africains tiennent le haut du pavé en termes de contribution à la croissance du flux des projets d'IDE des pays africains avec respectivement 66,2%, 77,8% et 73,2% pour les investisseurs de l'Afrique du Sud, du Kenya et du Nigéria tout juste derrière la Corée du Sud avec 84,2% (Ernst et Young, 2013). Malgré la baisse globale de 18% du niveau des IDE en 2012, ils ont progressé de 5% en Afrique donnant la preuve de l'attrait que représente l'économie africaine (UNTACD, 2013).

Malgré ces flux importants d'IDE, l'inquiétude grandissante dans les milieux politiques est la faible diversification de l'économie africaine. Assertion qu'il faudra relativiser en tenant compte de la ventilation du flux des IDE et des sources de la croissance économique de l'Afrique. D'après le rapport de Ernst et Young (2013), en 2012, 70% du flux entrant des projets d'IDE en Afrique sont orientés vers le secteur des services et 73,5% des capitaux investis dans de nouveaux projets sont orientés vers les manufactures et les infrastructures. Ces statistiques apportent la preuve que l'économie africaine s'ouvre progressivement à la diversification, et que si l'industrie extractive constitue un point de chute privilégié des IDE, d'autres secteurs deviennent de plus en plus attractive à ces flux d'IDE. Une étude de McKinsey Global Institute (2010a) montre par ailleurs que la dynamique nouvelle de croissance économique en Afrique est tirée à seulement 1/3 par les industries extractives et que près de 2/3 de cette croissance proviennent des autres secteurs tels que les manufactures, les services, les TIC, le commerce, etc. Cette tendance à la diversification porte aussi sur les sources de ces flux d'IDE avec l'intrusion de nouveaux partenaires non traditionnels tels

que la Malaisie, l'Afrique du Sud, la Chine et l'Inde comme grands investisseurs en Afrique (UNCTAD, 2013).

D'énormes potentiels à réaliser

Au-delà de ces tendances observées qui confirment l'émergence de l'économie africaine, des caractéristiques réelles de l'Afrique témoignent de ce qu'elle représente un potentiel de croissance important dans les toutes prochaines années. L'Afrique compte 32% d'Etats enclavés, le taux le plus élevé du monde et 75% de ses infrastructures concentrées en Afrique du Sud cette caractéristique fait de l'Afrique le continent dans lequel les infrastructures pourront de façon décisive et significative relever le niveau de productivité. Cette prédiction est aussi valable pour de nombreux autres secteurs tels que l'Agriculture et les services. L'Union Africaine consciente de ce potentiel a adopté un ensemble de programme dont la mise en œuvre offrira à l'Afrique l'occasion de se positionner sur l'échiquier international comme une plateforme des affaires incontournable. Il s'agit entre autres (i) du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture (PDDAA) qui vise à faire relever la productivité agricole d'au moins 6% par an en consacrant 10% des budgets annuels des Etats au développement de l'agriculture conformément aux dispositions de la Déclaration de Maputo et (ii) du Programme pour le Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA). Ce programme vise à édifier un marché commun africain en améliorant l'accès à des réseaux d'infrastructures régionales et continentales intégrées. Le PIDA est estimé à 360 milliards de US\$ jusqu'en 2040 avec des coûts de l'exécution des Projet d'Action Prioritaire (PAP) de 2012 à 2020 de 68 milliards US\$ soit environ 7,5 milliards annuellement sur les huit prochaines années. Les progrès réalisés en terme d'amélioration de la gouvernance, du cadre macroéconomique, de la réalisation de la paix et de la stabilité dans la plupart des pays

africains offre à ce continent d'énormes opportunités de croissance et l'occasion de confirmer sa prise de pouvoir progressif dans l'économie mondiale.

Ces espoirs ne doivent aucunement occulter le besoin pour l'Afrique non seulement de préserver les acquis en terme de paix et de stabilité mais de poursuivre les réformes afin d'asseoir la transparence et la bonne gouvernance dans les affaires publiques et faire la promotion du principe du rendre compte et d'imputabilité gage important de réalisation des espoirs que porte l'Afrique. ■

Références

- AfDB (2012) Briefing Notes for AfDB's Long-Term Strategy. Briefing Note 4
- Deloitte GSMA (2012) "Sub-Saharan Africa Mobile Observatory 2012" GSMA, November 2012.
- Ernst & Young (2013) "2013 Africa Attractiveness Survey: Getting down to business". Growing beyond.
- Hatch, G., Becker, P. et van Zyl, M. (2011) "The Dynamic African Consumer Market: Exploring Growth Opportunities in Sub-Saharan Africa". Accenture
- McKinsey Global Institute, (2010a) "What's driving Africa growth?"
- McKinsey Global Institute, (2010b) "Lions on the move: The progress and potential of African economies"
- UNECA (2013) "Making the Most of Africa's Commodities: Industrializing for Growth, Jobs and Economic Transformation" Economic Report on Africa
- UNESCO (2012) "Adult and Youth Literacy" September 2012 N°20.
- UNTACD (2013) "Global Value Chains: Investment and Trade for Development". World Investment Report.
- World Bank (2013), "World Development Report".